

Les administrateurs représentant les Fédérations Nationales de Mineurs CGT – CFDT – CFTC – FO et CFE-CGC se sont réunis le 26 novembre 2014 pour faire un bilan de l'année écoulée à l'ANGDM.

Ils déplorent :

- Le manque de considération des Tutelles pour l'intérêt des mineurs (6 mois pour remplacer un président).
- Le mépris de l'agence vis à vis des Fédérations qui ne sont plus conviées aux décisions (ex : politique de vacances, notamment de proximité, organisation de sorties, décisions unilatérales de l'agence, manque d'informations précises vers les ayants droit, etc.), sans qu'aucune règle n'ait fait l'objet d'un débat permettant d'élaborer une politique commune claire et identifiée.
- Que de nombreuses interrogations sur divers dossiers soient restées sans réponse.
- Concernant l'ASS, les Fédérations dénoncent que le débat sur l'évolution des aides et des critères n'ait pas eu lieu pour la mise en œuvre d'une politique pour 2015.
- Elles constatent que le budget 2014 est loin d'avoir été consommé du fait des dysfonctionnements et des ruptures subies par nos ayants droit, du manque de réactivité de la direction de l'agence alors que les Fédérations ont fait de nombreuses propositions en 2014 notamment pour les modifications intervenues par rapport à l'AGIRC/ARRCO, (révision des aides et barème ASS), refus de réelles discussions sur le devenir du FNAS pour le budget 2015, alors que la réalité des chiffres démontre le contraire.

Les Fédérations ont démontré depuis la création de l'agence leur capacité à prendre leurs responsabilités dans le cadre de la garantie de l'ensemble des droits des mineurs. Elles continueront d'assumer pleinement le rôle qui leur est dévolu réglementairement et n'acceptent pas de se soumettre au dictat de l'agence.

De ce fait, les Fédérations Nationales de Mineurs constatent que les conditions ne sont pas réunies pour prendre des décisions sereines et responsables dans le cadre de la défense des intérêts des affiliés que nous représentons.

Monsieur le Président, nous exigeons que vous réunissiez dans les meilleurs délais les instances habilitées à prendre les décisions politiques nécessaires à la validation du budget 2015.

De ce fait, nous vous demandons de suspendre le CA et de le reporter quand tous les éléments seront réunis.